

Revue de presse 2022-2023



N°38

27 février au 13 mars 2023



Rédacteurs : Matthew Hierro, Emilie Krezdorn, Josué Nuss-Schildknecht et Mei Li Zar-Ayan

Cliquez sur le  pour accéder aux articles de presse.




Les articles sont développés dans les pages suivantes.

Les titres de la presse

Défense

-  1. Paris et Londres vont se coordonner pour assurer une présence aéronavale européenne permanente en Indo-Pacifique
-  2. Otan : Selon M. Lecornu, la France est le deuxième contributeur pour les moyens militaires


International

-  3. Guerre contre les gangs : Nayib Bukele, président du Salvador, fait construire la plus grande prison du continent américain
-  4. Accord Téhéran-Riyad : un coup d'éclat retentissant pour la Chine
-  5. Xi Jinping reconduit pour un troisième mandat présidentiel

Technologie

-  6. L'armée de l'Air et de l'Espace a reçu son premier Rafale au standard F4.1

Diplomatie

-  7. L'Union européenne veut fournir 250000 obus de 155 mm à l'Ukraine pour un milliard d'euros

Défense

1. Paris et Londres vont se coordonner pour assurer une présence aéronavale européenne permanente en Indo-Pacifique

Plus d'une décennie après les Accords de Lancaster House de 2010 visant à renforcer la coopération en matière de Défense entre la France et le Royaume-Uni, la collaboration franco-britannique semble, après avoir connue de nombreux remous, s'être remise sur pied. De nombreux dossiers avaient été abandonnés dont des collaborations entre BAE Systems et Dassault, notamment en matière de drones voir d'avions de chasse, BAE Systems se tournant finalement vers une collaboration avec des constructeurs italiens, suédois et japonais. Aussi, le 10 mars dernier, Emmanuel macron et son homologue britannique annonçaient vouloir avancer vers plus d'interopérabilité et de coopération sur des sujets d'avenir, tels que la maîtrise des fonds marins ou les armes à énergie dirigée, ainsi que sur le maintien continu d'une présence aéro-navale franco-britannique en Indo-Pacifique, en alternant entre le Charles de Gaulle et le HMS (de feu) Queen Elizabeth.

2. Otan : Selon M. Lecornu, la France est le deuxième contributeur pour les moyens militaires

Les relations entre l'Organisation de Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et la France ont toujours été complexes et sujettes à de nombreux débats. Si le Général de Gaulle avait fait quitter la France du commandement intégré de l'OTAN en 1966 par souci d'indépendance mais surtout de protection de l'arme nucléaire française vis-à-vis des États-Unis, 43 ans plus tard, Nicolas Sarkozy faisait réintégrer la France.

Toutefois, depuis le début de la guerre en Ukraine, la France semble tenir une place importante. C'est ce qu'a affirmé Sébastien Lecornu, le ministre des Armées, lors d'une audition au Sénat, le 28 février dernier. La France est le « quatrième pays contributeur sur le volet financier – et ce n'est pas rien – pour le fonctionnement » (de l'Alliance) et elle est le « deuxième contributeur » (après les États-Unis) pour les moyens militaires, un « chiffre qui n'est pas connu et qui n'est pas évident à trouver ». Ce statut de deuxième contributeur est, pour Lecornu, le résultat du statut de nation-cadre de la France dans le déploiement « vite et sans accro » du bataillon multinational en Roumanie. La France participe également à d'autres missions, comme la mission Lynx en Estonie, la mission Baltic Air Policing avec quatre Rafales positionnés en Lituanie ainsi que des navires pour les groupes maritimes de l'OTAN (Standing NATO Maritime Group et Standing Nato Mine Countermeasures Group).

3. Guerre contre les gangs : Nayib Bukele, président du Salvador, fait construire la plus grande prison du continent américain

Dans une vidéo de presque trois minutes postée sur son compte Twitter le 24 février, Nayib Bukele, actuel président de la République du Salvador, a présenté ce qu'il considère comme la plus grande prison du continent américain en termes de capacité d'accueil, soit 40 000 potentiels détenus. Ce « Centre du Confinement du Terrorisme (CECOT) sera leur nouvelle maison, où ils vivront pendant des décennies, ensemble, où ils ne pourront pas faire plus de mal à la population ».

Petit pays d'Amérique centrale, le Salvador est gangrené depuis les années 1990 par les guerres des gangs ultra-violents, appelés « Maras ». Pays avec le plus fort taux d'homicide au monde en 2017, avec 71,80 homicides pour 100 000 habitants, il est passé en l'espace de 5 ans à l'un des pays d'Amérique latine avec le taux d'homicide le plus faible avec 7,8 homicides pour 100 000 habitants en 2022.

La Salvador, qui compte près de 6 300 000 habitants, a une population carcérale de l'ordre de 93 000 détenus, dont 70% sont des gangsters. Nayib Bukele avait d'ailleurs été élu en 2018 sur un programme politique anti-système, anti-corruption et résolument tourné vers la lutte contre ces gangs et leur violence. Suite à un énième « week-end noir » de la part des Maras en mars 2022, où 87 citoyens salvadoriens ont perdu la vie, le président Bukele a fait voter l'état d'exception : suspension de certains droits constitutionnels, accélération de la procédure judiciaire, durcissement des sanctions, création d'une « méga-prison » de 166 hectares surveillée par près de 800 militaires et policiers en armes.

Régulièrement décriées par les ONG et défenseurs des droits de l'homme pour leur non-respect des droits fondamentaux des prisonniers, Nayib Bukele répond à cela que le droit à la vie et à la tranquillité du peuple salvadorien est supérieur aux droits individuels des criminels, et dénonce leur complicité dans la mort des salvadoriens. Si les méthodes employées par le gouvernement salvadorien ont de quoi faire débat, le président précise qu'elles font leurs preuves : « Nous avons fait du pays avec le plus d'insécurité au monde le pays le plus sûr d'Amérique latine ».

4. Accord Téhéran-Riyad : un coup d'éclat retentissant pour la Chine

Après quatre jours de négociation, la médiation de la Chine a permis le réchauffement des relations diplomatiques entre les deux puissances rivales du Golfe : l'Iran et l'Arabie Saoudite. Leur rivalité, souvent qualifiée de guerre froide régionale, se matérialise par des affrontements indirects (comme leur soutien à des forces opposées lors de la guerre en Syrie en 2011 ou lors de la guerre Iran-Irak en 1980) depuis l'avènement de la République Islamique d'Iran en 1979. La réouverture de leurs ambassades est prévue dans les deux mois, après plus de 20 ans de tensions structurant la géopolitique du Moyen-Orient, sur fond de rivalité nucléaire. Cet exploit concrétise l'initiative globale de sécurité impulsée par le géant asiatique.

Le dégel interroge également sur un potentiel apaisement de la guerre civile au Yémen, internationalisée par une intervention militaire menée par Riyad dès 2015 contre les Houthis, eux-mêmes soutenus par l'Iran.

Ayant permis les négociations, Pékin s'impose désormais comme une puissance médiatrice, faisant de l'ombre aux Etats-Unis dans la région du Moyen-Orient, à un moment où les relations entre les Etats-Unis et l'Arabie Saoudite se dégradent depuis l'administration Biden, celles avec l'Iran restant difficiles.

5. Xi Jinping reconduit pour un troisième mandat présidentiel

Ce vendredi 10 mars, Xi Jinping, président de la République populaire de Chine, a été reconduit à l'unanimité par les 2 952 députés de l'Assemblée nationale populaire. Elu une première fois le 14 mars 2013, réélu une deuxième fois le 17 mars 2018, cette troisième élection assure à Xi Jinping la maîtrise de l'appareil d'État jusqu'en 2028.

Ayant succédé à Hu Jintao, Xi Jinping fait partie des Princes rouges, aristocratie politique du Parti communiste chinois qui verrouille fermement les portes du pouvoir. Cette troisième élection, qui fait suite à sa réélection à la tête du Parti communiste chinois l'an passé, est un fait inédit dans l'histoire politique de la Chine communiste, dans la mesure où Xi Jinping avait fait supprimer durant son second mandat la limite de deux mandats successifs à laquelle est soumis le président de la République populaire de Chine.

Figure centrale de l'exécutif depuis 2013, il célébrera en 2028 ses 15 ans de présidence, supplantant les 14 ans, de 1978 à 1992, durant lesquels Deng Xiaoping, successivement président de la conférence consultative politique du peuple chinois puis président de la commission militaire centrale, tenait les rênes du pouvoir.

La constitutionnalisation depuis 2017 de « la pensée de Xi Jinping » au même titre que « la pensée de Mao Zedong », ainsi que cette réélection, confirment le caractère incontournable dans l'histoire de la Chine moderne de l'actuel président, et conforte son pouvoir. Cette assurance et confiance chinoise ont été matérialisées à travers la promesse de Xi Jinping : « Je jure d'être loyal à la patrie et au peuple, et de travailler dur à l'édification d'un grand pays socialiste moderne qui soit prospère, fort, démocratique, plus civilisé et harmonieux ». Toutefois, cette réélection pourrait entraîner une poursuite des rivalités économiques et géopolitiques avec les Etats-Unis, pays avec lequel la Chine entretient des relations diplomatiques difficiles au regard de l'inquiétude américaine quant à Taïwan. Pour Xi Jinping, il est clair que la Chine tiendra une place extrême importante dans un futur proche : « La Chine ne peut pas se développer sans le monde et le monde a aussi besoin de la Chine ».

6. L'armée de l'Air et de l'Espace a reçu son premier Rafale au standard F4.1

Commandé en 2019, le premier Rafale de nouvelle génération au standard F4.1 a été livré à la base aérienne de Mont-de-Marsan pour subir une série de tests et d'expérimentations, alors que d'autres livraisons sont attendues. D'après l'ancienne ministre des Armées Florence Parly, il s'agit d'un véritable "saut technologique" vers le Système de Combat Aérien du Futur (SCAF), qui est un projet européen porté par la France, l'Allemagne et l'Espagne. Les apports de cette nouvelle génération sont avant tout liés aux nouvelles technologies de pointe embarquées : une meilleure sécurisation des connectiques embarquées et un système de cybersécurité intégré du fabricant français Atos, mais aussi une radio « CONTACT » de nouvelle génération ainsi que les tous nouveaux casques SCORPION de nouvelle génération conçus par Thales, qui faciliteront l'interopérabilité et les manœuvres, et enfin un système de transmission par satellite via Syracuse IV.

7. L'Union européenne veut fournir 250000 obus de 155 mm à l'Ukraine pour un milliard d'euros

D'après l'Agence France-Presse, Josep Borrell, le Haut représentant de l'Union Européenne pour les Affaires étrangères et la politique de sécurité, a préconisé dans un document la commande de 250 000 obus de 155mm pour l'armée ukrainienne.

Pour répondre à cette livraison, Borrell a suggéré de prélever un milliard d'euros de la dotation de la Facilité européenne pour la paix (FEP) qui est de l'ordre de 5,7 milliards d'euros pour la période 2021-2027, et dont déjà 3,5 milliards ont été utilisés afin de soutenir l'effort de guerre ukrainien. Il s'agit d'un instrument extrabudgétaire, dont les principaux contributeurs sont l'Allemagne, la France et l'Italie et « qui a pour objectifs d'améliorer la capacité de l'Union à prévenir les conflits, à consolider la paix et à renforcer la sécurité internationale, en permettant le financement d'actions opérationnelles relevant de la politique étrangère et de sécurité commune [PESC] et ayant des implications militaires ou dans le domaine de la défense ».

Si la proposition de Borrell a été examinée par les membres de l'Union Européenne le 7 mars dernier à Stockholm, il a rappelé l'importance de la solidarité européenne : « il y a urgence » et « nous devons mobiliser rapidement les moyens dont nous disposons et agir avec ce que nous avons ». Afin de respecter les délais de livraison dans une guerre qui n'attend pas, Borrell a également proposé d'accorder « un taux de remboursement favorable, jusqu'à 90%, si les munitions sont livrées avant une certaine date ».